

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU PÉROU (1990) ET AU CHILI (1993)

HUBERT GOURDON*

Deux pays frontaliers, deux régimes dits "présidentialistes", dont les chefs d'État sont élus au suffrage universel direct et pourtant deux systèmes politiques qui appliquent deux méthodes différentes pour procéder au choix des candidats présidentiels péruvien et chilien... cela démontre en effet, combien les dénominations constitutionnelles communes peuvent recouvrir des processus politiques spécifiques.

LE "TSUNAMI" PÉRUVIEN

La compétition électorale présidentielle péruvienne du 8 avril 1990 est exemplaire au moins à un point de vue : les deux candidats qui s'affrontèrent lors du deuxième tour de cette élection (10 juin 1990) participent de trajectoires qui, sans être bien sûr absolument identiques, possèdent au moins un caractère commun : qu'il s'agisse de Vargas Llosa ou de Fujimori, ces deux personnalités ne sont pas issues de la classe politique.

Cette campagne présidentielle s'avère en effet, chez ces deux protagonistes, comme une première expérience. Si l'on croit ce qu'en a dit Vargas Llosa dans son ouvrage "El Pez en el Agua", à la fois chronique de sa campagne électorale et biographie des années de sa prime jeunesse, son agenda pour les années quatre-vingt restait celui dicté par sa vocation d'écrivain : une oeuvre de théâtre, un roman policier et fantastique, un essai sur la gestation des *Misérables* de Victor Hugo et enfin, une biographie de la femme de lettre franco-péruvienne Flora Tristan¹. C'est à la suite du discours enflammé prononcé le 21 août 1987, à la Plaza San-Martin, devant une foule manifestant contre la décision de nationalisation de l'ensemble du système bancaire prise par la présidence Apriste de Alan Garcia que Vargas Llosa aurait senti naître sa vocation politique.

* Professeur à l'Université de Versailles et à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine

Mais ce n'est pas dans les éléments du programme néo-libéral défendu par Vargas Llosa tout au long d'une campagne électorale qui dura plus de deux ans, ni dans des raisons plus intimes d'ordre psychologique, que peuvent être découverts les secrets d'une candidature, mais plutôt dans le processus même qui a conduit cet écrivain à créer d'abord son propre mouvement (*el Movimiento Libertad*) pour l'intégrer, ensuite, (décembre 1987) dans un Front uni (FREDEMO). Cette stratégie d'alliance qui associait la formation de Vargas Llosa aux deux anciennes machines de la droite péruvienne : l'A.C. (Accion popular) du leader populiste Belaunde Terry qui exerça deux mandats présidentiels (un premier mandat de 1963 à 1968 qui précéda la dictature militaire du général Velasco, et de 1980 à 1985, un second mandat qui inaugurait le retour du Pérou à un gouvernement civil) et le PPC (*Partido Popular Cristiano*) de Luis Bedoya Reyes, au charisme moins évident que celui de Belaunde.

A cette initiative de Vargas Llosa qui ouvrait la scène politique à une personnalité dépourvue d'un "curriculum vitae" propre à l'introniser parmi les professionnels de la politique, deux explications, en effet, ont été le plus souvent proposées, toutes deux attachées à la nature du système de partis péruvien. La première explication tient dans l'inexistence d'un parti du centre capable de rassembler des classes moyennes menacées d'extinction par une baisse progressive de leur niveau de vie entamé dès les premières années de la dictature militaire et surtout par l'hyper-inflation amorcée au début des années quatre-vingt-dix ; à celles-là, la candidature de Llosa leur semblait la panacée². La deuxième explication, plus profonde, traite de la coupure entre la classe politique et une société dont le dualisme s'exacerbait, entre indiens ou autres "cholos" constituant les catégories sociales démunies et les "blancs", identifiés aux riches et exploités. L'échec du vieux parti populiste, l'APRA, et de son président Alan Garcia (1985-1990) fut de ce point de vue là particulièrement important. En effet cet échec, qui fut total (politique, économique et social) emportait avec lui la crédibilité d'un système de partis capables de traiter en des termes politiques les clivages "ethnicsants" qui déjà ébranlaient la cohésion nationale. Le retrait de l'APRA, presque un effondrement (le chiffre de 19,2% de voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1990 doit être comparé à la majorité absolue acquise dès le premier tour par son candidat présidentiel lors de l'élection de 1985) sonnait le glas des tentatives d'intégration dans le système de déshérités dont l'adhésion à des typologies "racialisantes" signifie aujourd'hui le rejet de la classe politique traditionnelle... experts, leaders populistes, caciques, parlementaires confondus.

Si le "ticket" Vargas Llosa s'avéra de ce point de vue inopérant, il n'en fut pas de même en ce qui concerne la deuxième candidature, celle du "Chinito" Fujimori dont la trajectoire brutale et complètement surprenante peut s'expliquer par la coagulation sur son nom de tous les refus et des toutes les frustrations... Son nom ainsi que celui du parti qu'il venait de fonder, "Cambio 90", n'apparut pour les premières fois dans les journaux qu'au début de mars 1990, soit trois semaines à peine avant le premier tour. Or dès la fin du mois, il était

annoncé que sa candidature réunissait dans la région de Lima plus de 10% des intentions de vote. Ce fut alors un véritable "Tsunami" (raz de marée) : arrivé en deuxième position lors du premier tour (24% des suffrages exprimés contre 27,3% au candidat FREDEMO), Fujimori l'emportait au second tour avec une différence de vingt points sur un Vargas Llosa désabusé qui avait pensé ne pas se présenter.³

A cette déconfiture de Vargas Llosa, plusieurs raisons furent évoquées : l'erreur d'avoir accepté l'idée d'un Front au sein duquel il paraissait être l'ultime recours de professionnels discrédités, le silence habile d'un Fujimori laissant à Vargas Llosa la mission, peut-être honorable mais coûteuse, d'expliquer à l'électorat les disciplines sévères du "shock" néo-libéral qu'en tant que disciple quelque peu scolaire et naïf des grands maîtres fondateurs de l'économie et de la politique occidentale (les Raymond Aron, Popper, Friedman, Nozick, Revel, tous réunis en une seule et courte invocation)⁴, il voulut appliquer à la société péruvienne. Aux habiletés de Fujimori et aux maladresses de Vargas Llosa, il faudrait également ajouter le caractère attractif du curriculum vitae de Fujimori qui a su exciper d'une compétence impliquée par son ancien titre de recteur de l'*Universidad Agraria*, université qui bénéficiait d'une excellente réputation (son slogan était *Honradez, tecnología y trabajo*).

Cela dit, il semble bien que ces deux aventures électorales, tant celle de Llosa que celle de Fujimori n'ont pu avoir lieu que grâce au développement d'une communication à même d'assurer entre les deux candidats et l'opinion publique une relation directe ; relation directe sans laquelle aucun d'entre eux n'aurait pu faire l'économie du long et hasardeux cheminement au sein de l'*establishment* politique. Pour sa part, Llosa attacha à sa campagne une entreprise de marketing politique nord-américaine⁵ ; quant à Fujimori, ses premiers résultats captés par les sondages sollicitèrent rapidement les mass-médias, (surtout ceux Aprestés résignés à la défaite de leur candidat) qui s'appliquèrent avec enthousiasme à les valoriser, de sorte que cette progression de la courbe Fujimori au sein de cette opinion publique fit l'objet d'échos multipliés qui en accrurent d'autant la croissance... jusqu'à créer le phénomène ainsi dénommé "Tsunami".

Dans un paysage politique dorénavant déserté de tout acteur constitutionnel susceptible de médiatiser les suffrages de l'électeur, les mass-médias, appuyés sur des techniques d'enquêtes et de sondage d'opinion, introduisent très certainement un degré de volatilité de l'électorat beaucoup plus important que celui qui est généralement attribué à l'électorat des démocraties occidentales. La deuxième victoire présidentielle de Fujimori le 9 avril 1995, écrasante celle-là, (74% des suffrages exprimés au 1er tour), semble signifier que cette volatilité électorale est réservée exclusivement aux partis politiques. La personnalité de Fujimori, pour l'instant, en est exempte... phénomène qui pourrait être intégré dans une réflexion plus générale sur les issues des transitions démocratiques en Amérique latine⁶.

L'EXCEPTIONNALISME CHILIEN : L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE 1993

L'exceptionnalisme du Chili, de ce point de vue, aurait la vertu, d'exporter en Amérique latine les paradigmes occidentaux assortis de toutes leurs vertus heuristiques. Il existe en effet au Chili un système de partis fortement institutionnalisés qui concilie le pluralisme avec une médiatisation effective des suffrages électoraux⁷. De ce fait, la déclaration des candidatures à l'élection présidentielle ainsi que les compétitions afin d'acquérir l'investiture du parti - ou de l'alliance partisane - sont soumis à des rites et des procédures que bien des démocraties européennes souhaiteraient, semble-t-il, appliquer voire acclimater. C'est le cas de la concertación pour la démocratie, alliance des seize partis qui ont fait campagne pour le non lors du plébiscite du 5 octobre 1988.

Chacun des partis ou des tendances au sein de cette coalition partisane ont, dans une première phase, procédé au choix de leur propre candidat : il en fut ainsi pour le Parti Socialiste, le PPD (*Partido por la Democracia*, centre gauche) et le PDI (*Partido Democrático de Izquierda*) qui se prononcèrent pour la candidature du socialiste Ricardo Lagos. Au sein de la deuxième tendance de cette concertation dominée par la Démocratie Chrétienne, un processus de sélection identique permit de dégager la candidature d'Eduardo Frei dont le père avait en son temps (1964-1970), depuis la présidence, conduit une réelle politique de transformation des structures économiques et sociales.

Dans une deuxième phase, à la suite d'un processus d'élection primaires (dont il reste à débattre)⁸ Frei emporta à une majorité confortable (61% des voix) "le ticket" de la concertation (23 mai 93). De ce fait, contre une droite (l'U.D.I. pinochetiste et la Rénovation nationale de Alessandri) et une gauche (communiste et membres du M.I.D.A.) rétrécie à une représentation des extrémismes, il put d'ores et déjà être considéré comme le futur président du Chili... chose qui fut accomplie dès le premier tour, le 12 décembre 1993, grâce à une majorité de 58% des suffrages exprimés.

Les avantages de ce mécanisme de sélection de la candidature présidentielle utilisé par la concertación sont considérables, car la maîtrise du processus électoral présidentiel par cette alliance partisane contribue à réduire fortement la rigidité reconnue à la structure présidentielle adoptée par le Chili depuis la Constitution de 1925. En effet, cette cohabitation au sein de la concertación entre une gauche socialiste⁹ et la Démocratie Chrétienne qui semble, pour l'instant, rompre avec la tradition chilienne du tripartisme conflictuel, fut matérialisée non seulement par un accord sur les règles du jeu qui gouvernent la compétition partisane pour le "ticket" présidentiel, mais également par deux autres ententes : entente sur le choix des candidats communs aux élections au Congrès, c'est-à-dire les 120 représentants qui composent la Chambre des Députés et les 38 sénateurs de la Haute Assemblée ; entente également sur la rédaction d'un programme commun de gouvernement impliquant, avant l'élection présidentielle - le proprement dite, une affectation de ministères aux représentants des différents

partis de la coalition. De telle sorte que la mise sur pied par la concertation d'un ensemble de règles et de procédures destinées à arbitrer les conflits et à assurer persistance et cohésion entre les formations de l'alliance partisane a pour résultat d'inoculer dans la structure présidentiale chilienne un virus parlementaire qui, en réduisant les prérogatives de la fonction présidentielle, contribuerait au bon fonctionnement de l'ensemble du système.

S'il fut vrai, comme le donne à penser certains politistes, qu'il existe au Chili une corrélation inverse entre les pouvoirs du président dans une structure présidentielle et l'hypothèse d'une consolidation démocratique¹⁰ alors, grâce au mécanisme partisan qui régit le choix des candidats à l'élection présidentielle, le Chili pourrait bien faire l'économie d'une révision constitutionnelle quelquefois préconisée.

Débatte de ce sujet nous conduit nécessairement à des évaluations hasardeuses dont la discussion déborde quelque peu notre propos. Disons simplement que l'importation des "primaires" comme technique de sélection des candidats présidentiels au sein de la concertation est liée à cette exigence, particulière au Chili, de maintenir et développer l'alliance des forces politiques attachées à l'objectif d'une consolidation démocratique inaugurée par la victoire du non au plébiscite de 1988. La technique des "primaires" parape donc une coalition de partis politiques dont le ciment serait celui de l'idéologie de la "consolidation". Or cette idéologie reste à l'épreuve de cette tradition chilienne du tripartisme conflictuel (gauche progressiste sinon révolutionnaire - centre réformiste - droite nationale) ensevelie pour l'instant sous les traumatismes de la présidence révolutionnaire de Salvador Allende (1970-1973) et de la dictature du Général Pinochet (1973-1988)...mais que les débats actuels - et à venir - sur le statut de l'importance et l'urgence de politiques publiques redistributrices risquent fort de ressusciter.*

ANNEXE :

L'application du mécanisme des Primaires au choix du candidat unique de la concertación lors des élections présidentielles chiliennes, décembre 1993. L'idée de Primaire fut évoquée dès le mois de janvier 1993 et adoptée le 26 mars de la même année sous l'impulsion, semble-t-il, du leader du parti socialiste Ricardo Lagos. "L'essence de la démocratie veut que les résultats d'une élection soient incertains"(El Mercurio, 30/1/93)... En fait le système des primaires extrêmement complexe fut mis sur pied pour permettre au parti socialiste, au cours de négociations et compromis, de troquer l'acceptation de la candidature évidente du démocrate-chrétien Eduardo Frei (ici encore le rôle des sondages d'opinion fut déterminant), contre un quota de candidats socialistes aux élections concomitantes pour le congrès, voire une première approche de la composition du futur gouvernement et de son programme ... pour assurer donc dès la préparation des élections présidentielles les conditions indispensables à l'objectif partagé par tous les partis de la *concertación*, celui de la *governabilidad*, selon les propres déclarations de German

Correa, président du parti socialiste (*El Mercurio*, 1/1/93).

La mécanique était ainsi construite : le candidat présidentiel devait être désigné par une convention de 3 000 membres devant se tenir à Santiago le 30 mai 1993. 60% des délégués de cette convention soit 1 800, seraient élus à l'occasion de primaires qui mobiliseraient d'une part les militants de chacun des partis de la "concertación" et d'autre part, (pour moitié) des adhérents, chacun de ces deux collèges devant élire donc 50% du quota global de délégués qui leur était à tous deux imparti, soit 900.

Les 1 200 délégués restants seraient nommés directement par les instances de chacun des partis de la "concertación" au pro rata du pourcentage d'électeurs qu'ils avaient recueilli lors des élections municipales de juin 1992. Ces primaires organisées pour les militants par un Bureau électoral et, pour les adhérents, par des Bureaux d'enregistrement établis dans chacune des communes, suscitèrent une mobilisation considérable puisque participèrent au choix de leurs représentants à la convention près de 600 000 électeurs (412 236 pour les adhérents et 196 333 pour les militants (*El Mercurio*, 9/4/93).

Réunissant parmi l'ensemble des délégués de la Convention plus de 64% des intentions de vote, la candidature de Frei fut entérinée au sein de la Convention, par simple acclamation :

"A la Convention, en plus du choix du candidat présidentiel unique de la concertación devait être ratifié définitivement l'accord pour les élections parlementaires, le pacte de "governabilidad" et le programme de gouvernement". (*El Mercurio*, 24/5/93)".

Cette mécanique qui s'avéra donc démocratique et efficace mais, dans un système qui n'organise pas le financement public des activités électorales des partis politiques, complexe et coûteuse, ne devrait pas être reconduit lors des prochaines échéances présidentielles, d'autant que la simultanéité entre élection présidentielle et élection au Congrès à l'origine du "Pacte" qui a présidé à l'organisation de ces primaires n'existe plus.

NOTES

1 Mario Vargas Llosa, *El pez en el agua. Memorias*. Seix Barral, 1992, Barcelona, p.34

2 Ivan Degregori y Romeo Grospone. *Elecciones 1990, Demonios y redentores en el nuevo Perú Una tragedia en dos vueltas*. Lima, 1992, p.12

3 Vargas Llosa, *op. cit.* p.530

4 Vargas Llosa, *op. cit.* pp 90-91

5 Il s'agit de la société Sawyer et Miller dirigée par Mark Mallow Brown, celle-là même qui aurait inscrit sur sa carte de visite l'élection de Corri Aquino aux Philippines et Gonzalo Sanchez en Bolivie.

Vargas Llosa; *op. cit.* p. 97

6 Guillermo O'Donnell, "Delegative Democracy", *Journal of Democracy*. vol. 5, n°1, Janvier 1994, p. 55 et s.

7 Citons Arturo Valenzuela : "Chile, en terminos comparativos, tiene partidos politicos extraordinariamente cohesionados y disciplinados...". De fait, après 16 ans de dictature militaire, ce système de parti fut capable de mettre sur pied une alliance à même non seulement d'arracher le non au plébiscite Pinochet de 1968, mais également de définir en 1990 une plateforme gouvernementale et une candidature présidentielle unique.

Arturo Valenzuela, *Partidos politicos y crisis presidencial en Chile : proposicion para un gobierno parlamentario*. Dans *s/d*, Juan J. Linz, Arenz Linjhart, Arturo Valenzuela, Oscar Godoy Arcaya. *Hacia una democracia moderna, la opcion parlamentaria*, Santiago, Chile, 1990, p. 185.

8 Cf Annexe

9 Voir Annexe : "... une coalition de gauche, devrait-on écrire, dominée par le Parti socialiste. Il faut en effet ajouter, entre autres partis, le PPD (*Partido por la Democracia*, centre gauche) et le PDI (*Partido democrático de la Izquierda*).

10 Arturo Valenzuela, *op. cit.* p. 182

* La revendication à la suite des élections présidentielles d'une deuxième transition d'ordre social par le leader de la fraction socialiste de la *concertación* Ricardo Lagos (aujourd'hui ministre des Relations extérieures du gouvernement Frei) s'inscrit dans cette perspective. L'absence d'une politique sociale capable de dresser des passerelles entre les deux Chili (le "traditionnel" des 5 millions qui sont pauvres et le "moderne" des 8 millions qui ne le sont pas ou qui le seraient moins) pourrait à moyen terme réamarrer le parti socialiste au sein d'un bloc progressiste et contestataire où il cohabiterait à nouveau avec le parti communiste. Ricardo Lagos. L'autre transition chilienne. *Libération*, 15/12/93

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Au Pérou, les deux candidats du second tour de l'élection présidentielle, Vargas Llosa et Fujimori ne sont pas issus de la classe politique. Les raisons en sont l'absence d'un parti du centre capable de rassembler les classes moyennes et l'échec de l'APRA. Fujimori a, dans ces conditions, rassemblé les refus et les frustrations et a été aidé par les médias. Au Chili, au contraire, les partis ont d'abord choisi chacun leur candidat.

En Perú, los dos candidatos de la segunda vuelta para la eleccion presidencial, Vargas Llosa y Fujimori no vienen de la clase politica. Esto se debe a la ausencia de un partido de centro capaz de reunir a las clases medias

y al fracaso del APRA. Fujimori ha logrado en estas condiciones, reunir el rechazo y las frustraciones, ayudado por los medios de comunicacion. En Chile, por el contrario los partidos escogieron primero su candidato.

In Peru, the two candidates in the second ballot of the presidential election, Vargas Llosa and Fujimori, do not stem from the political community. The reasons are the absence of a centre party able to rally the middle classes, and the failure of APRA. In those conditions, Fujimori has been a unifier of refusals and frustrations, with the help of the Media. In Chile, on the contrary, the candidates have been chosen by the parties.